

Nous publierons demain le Feuilleton Dramatique de notre collaborateur Laforet.

## LES TÉLÉGRAMMES

DE LA NUIT ET DU MATIN

**France**  
Versailles, 9 mars, 4 h. après-midi.  
On assure que la commission du projet Victor-Ozon a résolu, par 9 voix contre 6, de maintenir sa rédaction de l'article 1<sup>er</sup>.  
Quant à l'article 2 (qu'elle avait renvoyé à une loi spéciale), et dont le rétablissement est demandé par le gouvernement, MM. Monin, Grivart et Leclercq-Pontalis, ont été priés par leurs collègues de la majorité d'aller conférer à cet égard avec le président de la République, M. Thiers, et d'en rapporter le résultat à la commission.  
Le rapport de M. Grivart sera probablement déposé lundi.

**Marseille, 9 mars.**  
On mande de Rome :  
« Le comte Kalnoky, chargé d'affaires d'Autriche auprès du pape en l'absence du baron de Kubeck, est de retour. »

**Rodez, 10 mars 1872.**  
Hier soir, le jury de l'Aveyron a condamné à la déportation simple deux accusés de la seconde série, comme ayant pris part à l'insurrection de Narbonne.

**Allemagne**  
Berlin, 9 mars.  
Des avis particuliers de Paris portent que le chargé d'affaires allemand, comte de Weddell, et le chargé d'affaires bavarois, M. Rudhart, ont informé hier officiellement M. de Rémusat de la mise en liberté des Français encore détenus pour divers délits dans les forteresses allemandes. Ont été exceptés seulement les récidivistes.

**Carlsruhe, 9 mars.**  
M. Eckard interrompt le gouvernement au sujet de son attitude en face de la question du vieux catholicisme. Il demande notamment :  
1° Si le gouvernement a l'intention de protéger éventuellement les prêtres vieux catholiques en ce qui concerne la jouissance des prébendes ecclésiastiques et l'accomplissement de leurs fonctions sacerdotales.  
2° Si le gouvernement veut accorder éventuellement la protection légale aux communes vieilles catholiques et, par exemple, les autoriser à se servir des églises existantes.

3° Si le gouvernement entend le principe de l'enseignement religieux obligatoire, même pour le cas où les parents repoussent l'enseignement donné par des prêtres partisans de l'infériorité.  
M. Jolly, ministre d'Etat, répond que par son ordonnance de septembre 1870, le gouvernement a déclaré ne reconnaître en aucune façon la force de loi aux décisions du concile de Vatican ; ces décisions n'existent pas pour lui. En conséquence, le gouvernement répond simplement oui aux deux premières questions de M. Eckard, et non à la troisième.

**Autriche**  
Vienne, 9 mars.  
Les députés avertis ont adopté l'ensemble du budget et de la loi financière de 1872. Les dépenses sont de 353 millions et demi de florins, et les recettes sont évaluées au même chiffre.

**Hollande**  
La Haye, 9 mars, soir.  
La seconde Chambre a adopté par 37 voix contre 34 un projet de loi abrogeant les décrets qui interdisent les coalitions d'ouvriers, et instituant des pénalités contre toute tentative pour empêcher le travail d'autrui. La discussion de cette loi a duré quatre jours, plusieurs membres ont démontré le danger des coalitions et leurs effets pernicieux dans plusieurs pays et notamment en France.

**Espagne**  
Madrid, 9 mars.  
Hier soir, a eu lieu une réunion des électeurs du parti constitutionnel pour nommer le comité électoral de Madrid. Environ 3 ou 4,000 personnes de toutes les conditions y ont assisté.  
La réunion, où l'enthousiasme le plus vif s'est manifesté, a proclamé comme devant servir de drapeau du parti libéral : la constitution de 1869, la dynastie du roi Amédée I<sup>er</sup>, et l'intégrité du territoire.

Le duc de la Torre, M. Candau et d'autres orateurs ont été très applaudis.  
La réunion s'est terminée aux cris de : « Vive le roi ! vive la Constitution ! »

Madrid, 8 mars, 11 h. 30 m., soir.  
(Dépêche arrivée seulement le 9, à 11 h., soir.)  
La réunion électorale des ministériels, tenue ce soir, a été très nombreuse. Le maréchal Ser-

rano, MM. Tabala, Ulloa, Balaguer, Montego et les principaux unionistes et socialistes y assistaient.

M. Santa-Cruz, président du Sénat, a été acclamé président de la réunion ; M. Pinedo et M. Santa-Cruz ont été nommés secrétaires.

M. Santa-Cruz a dit que les députés et les sénateurs, en acceptant le programme de M. Sagasta, ont formé un seul parti ; ils ont décidé la nomination d'un comité électoral chargé de désigner les candidats. L'objet de la réunion est de nommer ce comité électoral.

M. Candau qualifie d'abominable la coalition des oppositions. « Nous sommes ici, dit-il, révolutionnaires de septembre et, sauf peu d'exceptions, les hommes de la révolution de septembre sont avec nous. » Il cite alors les exemples du maréchal Serrano, des amiraux Malcampo et Topete, de M. Sagasta et d'autres encore. L'existence de la dynastie, ajoute-t-il, est sous la sauvegarde des véritables révolutionnaires de septembre. Cette assemblée représente la révolution (Applaudissements). Un assistant crie : Vive le roi ! (Applaudissements). Crie encore : Vive la Constitution ! Vive la dynastie ! « Nous faisons, dit encore M. Candau, de la politique d'expansion ; nous recevons à bras ouverts les hommes de bonne volonté. » M. Candau nie l'importance de la coalition, disant qu'elle prouve l'impuissance des coalisés.

A la prière des assistants, le maréchal prend la parole. Il dit qu'il a juré, sur le cadavre de Prim, de sauver la dynastie ; il n'a pas encore manqué, il ne manquera pas à son serment. Le maréchal fait un éloge enthousiaste du roi ; il considère que ses seuls ennemis sont les carlistes et les républicains ; il exprime l'espoir que les radicaux reviendront de leur erreur.

La liste proposée par le comité électoral est approuvée, et l'assemblée se sépare.

**Italie**  
Rome, 9 mars, soir.  
M. de Geoffroy, ministre de France à Pékin, est ici, se rendant à son poste. Il a été reçu par le pape.

On assure que M. le comte d'Harcourt fera prochainement une courte absence pour assister à la session du conseil général de son département.

**PARIS, DIMANCHE 10 MARS 1872**

## LE BULLETIN POLITIQUE

La séance d'hier a répondu, par la solennité et l'importance des discours qui y ont été prononcés, à l'attente générale excitée par l'interpellation de M. de Guiraud.

Cet honorable député a de beaucoup dépassé la modeste des prétentions qu'il avait d'abord annoncées. Transportant le débat dans le domaine constitutionnel, il a rapidement oublié la question personnelle soulevée par la retraite de l'honorable M. Pouyer-Quertier, pour envisager les conditions créées à la responsabilité ministérielle et à la souveraineté de l'Assemblée par le provisoire actuel. Ce qui ne devait être, dans la pensée première de l'auteur, et à en croire ses propres paroles, qu'une simple question, a fourni en réalité, on le voit, la matière de la plus grosse et de la plus sérieuse des interpellations. Faut-il s'en plaindre ? On trouvera plus loin le sentiment du journal à ce sujet. Notons, en passant, que cette circonstance a été, pour M. de Guiraud, l'occasion de révéler de véritables facultés oratoires, à la hauteur du sujet délicat et grave qu'il avait à aborder.

L'honorable M. Pouyer-Quertier a pris ensuite la parole. Nous n'ajouterons rien à l'opinion que nous avons exprimée avant qu'il eût pu, comme il a fait hier, se défendre publiquement des imputations qui ont circulé sur sa conduite. On pouvait surtout la critiquer au point de vue parlementaire, et le Gouvernement, par l'organe de M. Dufaure, n'y a pas manqué. Mais l'ancien ministre des finances a suffisamment démontré que le conseiller général de l'Eure ne pouvait se défaire d'oublier les convictions qu'il s'était formées, sous prétexte qu'il était en même temps ministre des finances.

Un ordre du jour pur et simple, après un excellent discours de M. Casimir Pé-

ri, un plaidoyer de M. Dufaure, que ses adversaires eux-mêmes ont déclaré spirituel, a bien fini une séance où le gouvernement a eu à essayer de terribles critiques, mais où, en somme, la modération n'a jamais abandonné les orateurs, aussi bien que l'Assemblée qui les écoutait et les soutenait.

La commission chargée d'examiner le projet de loi relatif à la répression des attaques contre les droits et l'autorité de l'Assemblée nationale et le Gouvernement a tenu, hier, une très longue et très importante réunion. Elle avait à examiner s'il y a lieu d'apporter à son contre-projet les modifications réclamées, vendredi dernier, par MM. Thiers et Victor Lefranc.

Le débat s'est d'abord engagé sur l'article 1<sup>er</sup>.  
Un ami de M. Thiers, le marquis de Maleville, proposait, au nom de la minorité de la commission, la transaction suivante : l'article 1<sup>er</sup> du contre-projet serait substitué à l'article 1<sup>er</sup> du projet du Gouvernement ; mais l'article 2 du projet du Gouvernement serait abrogé.

Cette proposition n'a pas eu de succès. La commission a été consultée sur l'article 1<sup>er</sup>, et, à la majorité de 9 voix contre 6, elle a décidé, de nouveau, qu'il ne serait apporté aucun changement à la rédaction précédemment adoptée par elle.

Restait la question de l'article 2. Après une longue et minutieuse discussion, dont M. Albert Grivart a fait, presque seul, tous les frais, la commission a déclaré persister dans sa première résolution de supprimer cet article.

Les motifs invoqués par M. Albert Grivart et que l'on peut regarder comme les considérants du vote de la commission, sont d'une très grande clarté, d'une très grande simplicité. Que veut l'article 2 ? empêcher un journal d'être dans la circonscription de l'état de siège de se publier dans aucune autre partie du territoire de la France. Mais il n'est point besoin d'un texte nouveau pour obtenir ce résultat. Aux termes de la législation existante, les conseils de guerre peuvent, dans certains cas déterminés, prononcer la suspension ou la suppression du journal ; et les sentences des conseils de guerre sont exécutoires dans toute la France. En outre, et toujours d'après cette même législation, le commandant de l'état de siège peut prononcer administrativement la suspension ou la suppression d'un journal dans les limites de sa circonscription ; et si le journal suspendu ou supprimé reparait ailleurs, ce même commandant de l'état de siège a mille moyens légaux de l'empêcher de mettre le pied sur le territoire d'où il aura été supprimé et où résiderait pourtant le principal, le seul intérêt, peut-être, de sa publication.

A la suite de ce double vote, que nous venons d'enregistrer, la commission, dans une intention de courtoisie à laquelle nous ne pouvons qu'applaudir, a chargé trois de ses membres : MM. Moulin, président ; Grivart, rapporteur, et Amédée Lefèvre-Pontalis, secrétaire, de se rendre auprès du ministre de l'intérieur et de lui communiquer les motifs de ses décisions et définitives résolutions.

C'est demain matin qu'aura lieu cette entrevue : à midi, la commission se réunira pour entendre la lecture du rapport de M. Grivart, qui sera déposé sur le bureau de l'Assemblée à l'ouverture de la séance.

Que va faire le Gouvernement en présence des invincibles résistances de la commission où il est permis de voir l'indice certain de l'attitude de la majorité de l'Assemblée ? Persistera-t-il à demander à cette majorité un sacrifice au-dessus de ses forces ? Affrontera-t-il un échec ? Nous voulons espérer qu'il se rendra enfin à notre humble avis et qu'il retirera sa loi.

Nous espérons que de jour où l'opérette n'aura plus la vogue inexplicable dont elle jouit depuis trop longtemps, le directeur des Folies-Dramatiques mettra tous les éléments musicaux dont il dispose au service de quelque œuvre d'un genre plus relevé. Avec des artistes comme M<sup>me</sup> Sallard et M. Luce, son orchestre et ses chœurs, qui lui enverraient plus d'une scène lyrique, M. Cantin pourrait parfaitement jouer l'opéra-comique. Pourquoi, le lendemain d'un insuccès remporté par une bouffonnerie, n'en ferait-il pas l'expérience ?

La reprise des *Bavards* aux Bouffes-Parisiens a eu lieu sans tambour ni trompette. Le *Docteur Rose* a dû disparaître de l'affiche devant l'indifférence du public. M. Noria n'ayant aucune nouveauté sous la main, a pris le parti de remonter un des meilleurs ouvrages d'Offenbach.

La pièce de M. Nuytter est charmante. C'est un ouvrage bouffe, mais dans lequel on reconnaît la main discrète d'un auteur de bon goût. La gaieté y est franche, sans tomber dans les platitudes et les grosses farces de la charge à tous crins.

Sur cet agréable libretto, Offenbach a écrit une partition, facile, légère, mélodieuse et pleine d'entrain.

M<sup>me</sup> Ugalde a repris le rôle qu'elle a créé. Si la voix n'a plus la jeunesse d'autrefois, le talent est resté le même. Le public, d'abord un peu réservé vis-à-vis de l'ex-directrice de l'Opéra sous la Commune, a fini par se départir de sa froideur et a chaudement applaudi le brindisi « C'est l'Espagne qui nous donne », dans lequel M<sup>me</sup> Ugalde a retrouvé son ancienne ornerie.

A côté de M<sup>me</sup> Ugalde, M<sup>me</sup> Bonelli et Peyron ont eu leur bonne part du succès. Inutile de dire que Désiré et Edouard Georges sont toujours d'une fantaisie inépuisable dans les personnages grotesques de l'alcade et de son greffier.

Le *Serpent à plumes*, de MM. Cham et Léo Delibes, complétait le spectacle. Cette

## ECHOS DE LA COULISSE

Deux heures. — Peu de monde au boulevard aujourd'hui. On a fait hier au soir 56 67 1/2 sur la Rente et 89 22 1/2 sur l'Emprunt. Les cours restent sans changement.

## QUESTION DU JOUR

INTERPELLATION DE M. DE GUIRAUD

La Chambre a voté hier, à l'unanimité, l'ordre du jour pur et simple sur l'interpellation de M. de Guiraud. C'est assurément ce qu'elle avait de mieux à faire, et il eût été fâcheux que l'antipathie, d'ailleurs légitime, qu'on sait qu'elle a contre quelques-uns des membres du cabinet, contre M. Dufaure en particulier, l'eût fait sortir des bornes de la prudence et du patriotisme lui commandant de s'enfermer. Plus elle montrera de tolérance et d'esprit de conciliation dans les choses secondaires, plus elle aura de force pour résister, dans les conjonctures graves, à la pression que le Gouvernement cherche trop souvent à exercer sur elle.

En nous plaçant à ce point de vue, nous ne pouvons que regretter, tout en rendant justice au mérite de l'orateur, que l'honorable M. de Guiraud ait cru devoir donner à sa question les proportions, l'importance et la gravité d'une véritable interpellation sur la politique générale du Gouvernement.

M. de Guiraud, en effet, s'est fort peu préoccupé de plaider la cause de son client, (on pourra s'en convaincre en lisant le compte-rendu de la séance) ; c'est le Gouvernement qu'il a cherché à atteindre par dessus la tête de M. Pouyer-Quertier ; c'est le procès du Gouvernement qu'il a voulu faire.

Dans cet ordre d'idées, il a dit d'excellentes choses, il a fait à M. Thiers de justes reproches, et plusieurs des traits qu'il a lancés, d'une main sûre, à l'illustre homme d'Etat, l'ont certainement atteints.

Quant il l'a blâmé d'avoir, par ses titonnements, ses hésitations, l'instabilité de sa politique, ses perpétuels soubresauts de la gauche à la droite et de la droite à la gauche, rendu la monarchie difficile, infiniment plus difficile qu'au début, et la République impossible, certes il a exprimé les des appréhensions qui sont dans tous les cœurs, et qui correspondent malheureusement à l'état d'incertitude et de malaise où nous sommes réduits à vivre.

Mais, en politique, tout est dans l'opportunité, et le discours de M. de Guiraud en veut deux jours trop tôt. Il eût été mieux à sa place ; il eût certainement produit beaucoup plus d'effet dans la discussion du projet Victor Lefranc, si toute-fois cette discussion a lieu. C'est pour cette lutte, au cas où le Gouvernement n'aurait pas la sagesse de l'éviter, c'est pour ce grand combat que l'honorable M. de Guiraud aurait dû réserver son éloquence et ses forces.

Il ne faudrait pas d'ailleurs s'exagérer la valeur de l'argumentation de l'honorable M. de Guiraud. Tout son discours est le développement de cette idée, par où il a terminé : « Il faut que le Gouvernement ressaisisse la majorité ou que la majorité ressaisisse le Gouvernement. »

L'antithèse est jolie, la phrase agréablement cadencée ; mais qu'y a-t-il, au fond, sous ces mots ? De quelle majorité M. de Guiraud veut-il parler ? De la droite monarchique ou du centre gauche et de la gauche républicaine ? C'est bientôt dit : la majorité ; malheureusement, nous ne la percevons pas, cette majorité. Nous avons vu des majorités de circonstance, des majorités de rencontre et d'occasion. Nous avons vu le centre droit voter avec le centre

gauche, puis se retourner vers la droite pour voter avec elle. Nous avons vu l'extrême gauche voter avec l'extrême droite. Une majorité solide, compacte, disciplinée, nous ne la trouvons ni dans la Chambre ni dans le pays : car il ne s'est pas encore produit un de ces courants d'opinion qui emportent tous les obstacles et triomphent de toutes les résistances.

C'est là qu'est le mal dont nous souffrons, mal dont il ne faut pas avoir la prétention de nous guérir de sitôt, et qu'il faut soigner, nous ne nous laisserons pas de le répéter, par le provisoire.

C'est aussi la conclusion de M. de Guiraud ; mais il y arrive, on le voit, par de singuliers détours.

ALBERT DURUY.

## DES ÉCONOMIES

SUR LE BUDGET DE LA GUERRE

— Suite — (1).

Après les sapeurs, les tambours. — Ils indispensables ou ne vaudrait-il pas mieux les remplacer par des clairons ? — Question plus grave qu'on ne le suppose généralement et qui a déjà fait l'objet de nombreuses controverses. On peut dire que les opinions sont partagées dans l'armée. Ceux qui demandent leur maintien, objectent qu'il faut beaucoup de temps pour former un clairon, et que la charge sonnée n'enlève pas les hommes comme le bruit de la caisse.

La première raison a seule quelque valeur à nos yeux, car nous croyons qu'avec les armes nouvelles, le tir rapide et à longue portée, et les masses d'artillerie dont on dispose aujourd'hui, les vraies colonnes d'attaque capables d'enlever à la baïonnette un retranchement, même médiocrement défendu, ne sont plus guère possibles. Ce qu'on peut affirmer, c'est qu'il ne doit en être fait que bien rarement usage. Nous croyons même que dans le courant de cette guerre et pendant le deuxième siège de Paris, les Prussiens, pas plus que les Français, n'ont sérieusement abordé à la baïonnette une position, les tambours battant la charge.

En Afrique, on les avait autrefois supprimés aux zouaves qui les ont réclamés, c'est vrai ; mais le fait ne prouve pas qu'ils soient aujourd'hui indispensables en France, dans les régiments appelés à faire la grande guerre, à combattre un ennemi bien autrement sérieux que les Arabes ou les Kabyles.

Inutile d'ajouter que nous demandons leur suppression. Un homme emporté de sa caisse n'est et ne sera jamais un soldat. Ce n'est même plus un tambour, en temps de pluie. Le moindre choc détermine son instrument, qui n'est alors qu'un embarras.

En garnison, le tambour sera toujours l'occasion de ce vacarme perpétuel qu'on entend dans les casernes. Un régiment français fait à lui seul plus de sonneries dans une journée qu'une division prussienne pendant un mois ; et dans quel but ? Pour ne pas sortir de notre sujet, contentons-nous de signaler l'inutilité de ces interminables batteries du soir et du matin, prescrites sous prétexte de diane, de retraite. Cela peut distraire énormément les badauds et les gamins d'une petite ville de province, mais il nous semble que la garnison doit aisément s'en passer. Une simple sonnerie à la porte du quartier paraît bien suffisante. Qui n'a compris les énormes inconvénients, en campagne, de ces tapins rabaissant avec acharnement leur caisse, au réveil, pour bien indiquer à l'ennemi la position que l'on occupe ?

Nous ne parlerons pas de ce tambour-major harnaché comme un cheval de parade, qui se dandine en tête des tambours. Vraiment ces puérilités ne sont plus de notre époque.

Un clairon de chasseurs à pied ou d'infanterie peut, au contraire, combattre en ligne comme un soldat, et nous trouvons que, pour la marche ou le détail du service intérieur, son instrument est bien suffisant. Il est même indispensable aux troupes qui ne peuvent jamais se reconnaître dans les indéchiffrables batteries d'une caisse. Il n'y a pas un officier sur dix qui sache les distinguer. Nous avançons

(1) Voir la Liberté du 6 mars.

humblement pour notre part n'y avoir jamais rien compris.

L'économie résultant de la suppression des tambours est, en outre, considérable. Il y en a deux par compagnie, dont un élève, ce qui donne un total de 48 par régiment, ou de 6,240 pour l'armée. Comptés au prix minimum de 400 francs chacun, ils coûtent donc annuellement à l'Etat : 2 millions 500,000 francs.

En ajoutant le solde des tambours-majors et caporaux-tambours, on atteint, au bas prix, le chiffre de 3 millions. La somme en vaut la peine, sans parler, bien entendu, des 6,500 soldats dont s'augmenterait notre effectif de vrais combattants.

Nous le répétons, cette économie n'est point fictive. Le tambour remplacé par un clairon donne un vrai soldat au lieu d'un inutile tambour embarrassant.

Attaquons actuellement la grave question des musiques régimentaires. Nous ne l'abordons que timidement, car elle touche aux intérêts les plus chers à l'armée.

Le maréchal Niel put, et Dieu sait au prix de quels efforts, supprimer celles de la cavalerie et de l'artillerie. Pourquoi, nous appuyant sur l'autorité de son nom, ne discuterions-nous pas au moins celles de l'infanterie ? Presque toutes les musiques ont été désorganisées par la guerre, et beaucoup n'ont pas encore été rétablies ; c'est donc le moment d'approfondir la question. Disons d'abord qu'elles coûtent fort cher, et l'on sait que nos ressources budgétaires nous prescrivent la plus stricte économie.

Il est vrai qu'elles forment un complément très agréable dans un régiment, et nous comprenons fort bien que les colonels, les généraux ou les villes de garnison, qui jouissent presque exclusivement, les réclament à grands cris ; mais leur utilité réelle nous paraît fort discutable. Le corps n'en use presque jamais ; tout le monde s'en sert, le régiment excepté. Nous n'exagérons rien. Si les musiciens, dans les casernes, échoient journellement les ostées des officiers et des soldats, cassent la tête aux voisins par le bruit discordant des études et des répétitions, tourmentent les adjudants par leur indiscipline, c'est le plus souvent ailleurs qu'ils déversent les flots d'harmonie dont ils peuvent s'approvisionner au quartier. Il faut avoir eu des musiciens à conduire et à gouverner pour comprendre la difficulté de les soumettre au règlement. Nous le demandons à tous les adjudants-majors de l'armée.

L'utilité des musiques est donc fort discutable en France, c'est dire qu'on ne peut accepter que sous bénéfice d'inventaire les réclamations des chefs de corps ou des habitants intéressés. Le moindre village contribue dans une certaine proportion, aux dépenses qu'elles nécessitent, et les villes de garnison en profitent seules. Est-ce juste ? Si le public d'une sous-préfecture est né méloman, qu'il se paye de ses deniers privés le luxe d'une société philharmonique ; nous n'y trouvons rien à dire.

En campagne, où les musiques ont seulement raison d'être, on sait ce qu'elles deviennent, et surtout les musiciens, qui ne font que grossir que trop souvent les rangs des retardés et des éclopsés. Quant à les utiliser à relever les blessés sur le champ de bataille, il est impossible d'y songer ; ce n'est pas qu'on ne puisse citer d'honorables exemples donnés par les musiciens des régiments, les exceptions flatteuses se rencontrent partout ; mais en général, ceux qui ont vu les choses de près ne nous contrediront pas.

Rien n'empêcherait d'ailleurs d'organiser une musique par division au moment d'une entrée en campagne, elle serait, il nous semble, bien suffisante. En admettant le service obligatoire pour tout le monde, les concours ne manqueraient pas.

Nous ne préjugeons pas la question que nous livrons simplement aux réflexions des intéressés. Ce qu'on ne niera pas, c'est que les musiques coûtent cher, trop cher même pour ce qu'elles valent ou peuvent faire. Admettons qu'on se contente de 35 musiciens par corps, chiffre bien au-dessous de la réalité, nous arrivons pour les 130 régiments à un total de 4,550 hommes, qui, au prix moyen de 600 fr. par an, nécessitent une dépense de 2,730,000 fr. Les chefs et les sous-chefs, généralement bien payés, demandent encore un supplément de 500 mille francs. Le total des dépenses atteindra donc 3,230,000 fr.

L'économie des sapeurs, des tambours et

## FEUILLETON DE LA LIBERTÉ

DU 11 MARS

## REVUE MUSICALE

THÉÂTRE DES FOLIES-DRAMATIQUES : Les Chevaliers de la Table Ronde, opéra-bouffe en trois actes, paroles de MM. Chivot et Duru, musique de M. Hervé. M<sup>me</sup> Sallard, Vézintini et Lassy ; M<sup>me</sup> Luce, Vautier, Milher et Vavasseur.

THÉÂTRE DES BOUFFES-PARISIENS : reprise des Bavards, opéra-bouffe en deux actes, paroles de M. Nuytter, musique de M. Offenbach. M<sup>me</sup> Ugalde, Bonelli et Peyron ; MM. Désiré et Ed. Georges. Reprise du *Serpent à plumes*, opérette en un acte, paroles de M. Cham, musique de M. Léo Delibes.

SITUATION ACTUELLE DU THÉÂTRE DE L'OPÉRA.

Les petits théâtres suivent l'exemple des grands : comme eux, ils remplacent les nouveautés par des reprises, et non-seulement ils vont rechercher les anciens succès, mais encore ils ne craignent pas de remettre à la scène les ouvrages tombés jadis, espérant que, comme pour le vin, le temps leur aura donné un savoir qu'il n'avait pu être apprécié à la première dégustation. Mais la piquette peut-elle jamais acquiescer, en vieillissant, le bouquet du Château-Lafitte ?

Nous devons cependant constater que les *Chevaliers de la Table Ronde*, dont la réussite aux Bouffes-Parisiens avait été plus que douteuse, semblent devoir être un succès aux Folies-Dramatiques. Et pourquoi ne serait-ce pas un succès devant le public qui a acclamé l'*Œuvre*, *Chippie*, et tant d'autres insanités ? La pièce est aussi incohérente que ces modèles du genre, et la musique en vaut mieux.

Quant nous disons la musique en vaut mieux, nous n'entendons pas grossir le nombre des admirateurs passionnés de

M. Hervé, qui déplorent que les portes de l'Académie de musique ne s'ouvrent pas toutes grandes devant le talent de leur compositeur favori ; notre estime pour l'auteur des *Chevaliers de la Table Ronde* a des bornes, et nous pensons qu'il fera bien de continuer à suivre une route qui, en d'autres temps, l'aurait mené sûrement à Charenton ; mais qui, à notre époque, le conduit tout droit à la fortune, d'une façon rapide et certaine.

Nous n'entreprendrions pas la tâche impossible de raconter une pièce dans laquelle le chevalier Roland porte un casque surmonté d'un moulin à vent, dont il fait tourner les ailes au moyen d'une ficelle, dans les moments les plus pathétiques. L'intrigue de ces sortes d'ouvrages se dénoue invariablement par un cancan général, que le public enivré à l'habitude invétérée de bisser avec enthousiasme. Et révéler cette joie, ce délire, ces acclamations qui saluent, avec la même persévérance, depuis dix ans, les mêmes sauts de carpe, les mêmes grimaces et les mêmes contorsions, donnent bien raison aux auteurs de ces inepties. A quoi bon chercher le comique dans les situations, dans les mots, puisqu'on est certain, par ces procédés infailibles, de dilater à la rate des spectateurs ? Pourquoi se casser la tête à chercher du nouveau, puisque les plaisanteries les plus usées sont les seules qui amusent ?

Mais c'est donner trop d'importance à ce genre léger et sans prétention que de le discuter plus longuement. Tel qu'il est, le libretto de MM. Chivot et Duru nous a paru faire grand plaisir aux amateurs de bouffonneries.

Nous disions plus haut que la partition de M. Hervé nous semblait supérieure à celles qui ont été exécutées précédemment aux Folies-Dramatiques. Il y a, en effet, deux morceaux qui, nous l'avons bien volontiers, nous ont semblé fort agréables : ce sont les couplets de Mélusine au premier acte, et la déclaration d'amour de Roland à la princesse Angélique, au second. Le tour de la phrase a une élégance qu'on est

tout surpris de rencontrer chez l'auteur de l'*Œuvre*.

Ajoutons que ces deux morceaux sont chantés par deux véritables artistes : M<sup>me</sup> Sallard et M. Luce.

M<sup>me</sup> Sallard, que nous avons applaudie autrefois à l'Opéra-Comique et au Théâtre-Lyrique, a conservé aux Folies-Dramatiques les qualités qui lui avaient valu une place honorable parmi les cantatrices sérieuses de nos grandes scènes musicales. Nous regrettons qu'elle ait abandonné la carrière qu'elle s'ouvrait devant elle si brillante pour se jeter tête baissée dans l'opérette.

Une jeune actrice fort gracieuse, M<sup>me</sup> Vézintini, débutait dans le personnage de la princesse Angélique. A travers l'émotion qui paralysait en grande partie ses moyens, nous avons cru distinguer un assez joli organe, d'un timbre sympathique et harmonieux.

Pourquoi M<sup>me</sup> Lassy n'a-t-elle pas fait faire une annonce avant le lever du rideau pour réclamer l'indulgence du public ? Cette artiste, dont la réputation n'est plus à faire, était extrêmement souffrante le jour de la première, et a voulu, malgré tout, jouer son rôle, afin de ne pas faire manquer la représentation. Elle a pu cependant prendre le dessus dans la scène des salimbanques, au troisième acte, où elle a été pleine de verve et de gaieté.

Nos compliments à M. Luce, qui dirige fort habilement sa charmante voix de ténorino. Il passe avec une rare aisance du registre de poitrine à celui de fausset, et vocalise comme un rossignol.

Le baryton sonore de M. Vautier conviendrait plutôt au genre de l'opéra-comique qu'à celui de l'opérette. C'est un artiste.

MM. Milher et Vavasseur, ont toujours la spécialité de ces types d'abusés auxquels ils doivent leurs plus grands succès.

L'orchestre, parfaitement dirigé par M. Thibault, est digne d'un théâtre de premier ordre. Les chœurs sont fort convenables.

Nous espérons que de jour où l'opérette n'aura plus la vogue inexplicable dont elle jouit depuis trop longtemps, le directeur des Folies-Dramatiques mettra tous les éléments musicaux dont il dispose au service de quelque œuvre d'un genre plus relevé. Avec des artistes comme M<sup>me</sup> Sallard et M. Luce, son orchestre et ses chœurs, qui lui enverraient plus d'une scène lyrique, M. Cantin pourrait parfaitement jouer l'opéra-comique. Pourquoi, le lendemain d'un insuccès remporté par une bouffonnerie, n'en ferait-il pas l'expérience ?

La reprise des *Bavards* aux Bouffes-Parisiens a eu lieu sans tambour ni trompette. Le *Docteur Rose* a dû disparaître de l'affiche devant l'indifférence du public. M. Noria n'ayant aucune nouveauté sous la main, a pris le parti de remonter un des meilleurs ouvrages d'Offenbach.

La pièce de M. Nuytter est charmante. C'est un ouvrage bouffe, mais dans lequel on reconnaît la main discrète d'un auteur de bon goût. La gaieté y est franche, sans tomber dans les platitudes et les grosses farces de la charge à tous crins.

Sur cet agréable libretto, Offenbach a écrit une partition, facile, légère, mélodieuse et pleine d'entrain.

M<sup>me</sup> Ugalde a repris le rôle qu'elle a créé. Si la voix n'a plus la jeunesse d'autrefois, le talent est resté le même. Le public, d'abord un peu réservé vis-à-vis de l'ex-directrice de l'Opéra sous la Commune, a fini par se départir de sa froideur et a chaudement applaudi le brindisi « C'est l'Espagne qui nous donne », dans lequel M<sup>me</sup> Ugalde a retrouvé son ancienne ornerie.

A côté de M<sup>me</sup> Ugalde, M<sup>me</sup> Bonelli et Peyron ont eu leur bonne part du succès. Inutile de dire que Désiré et Edouard Georges sont toujours d'une fantaisie inépuisable dans les personnages grotesques de l'alcade et de son greffier.

Le *Serpent à plumes*, de MM. Cham et Léo Delibes, complétait le spectacle. Cette

désoilante folie, due à la collaboration de deux hommes d'esprit et de talent, a été



des musiques réduits nos dépenses de 7 millions, c'est déjà fort beau. Et nos effectifs gagnent encore dix mille combattants, ce qui est peut-être plus sérieux.

Nous étudierons, dans un prochain article, les suppressions possibles en fait de non-valeurs dans l'infanterie.

(A suivre).

MOUSSEROLLES.

## LES ACTES OFFICIELS

### L'OBSERVATOIRE

Le Journal officiel publie ce matin un décret sur l'organisation de l'Observatoire.

### NOMINATION DE GÉNÉRAUX

Par décret du 23 février 1872, ont été promus au grade de général de brigade dans la 1<sup>re</sup> section du cadre de l'état-major général de l'armée, les colonels dont les noms suivent :  
MM.  
Peychaud (Désiré-Camille-Jean), du 98<sup>e</sup> régiment d'infanterie de ligne;  
Boyer (Pierre-Bruno-Auguste), du 5<sup>e</sup> régiment d'infanterie de ligne;  
Hugon de Verneville (Ferdinand-Prosper-Charles), du 11<sup>e</sup> régiment de dragons;  
Picot de Lapeyrouse (Philippe-Georges-Charles), du 8<sup>e</sup> régiment d'artillerie.

### COMMUNICATION TÉLÉGRAPHIQUE ENTRE L'EUROPE ET LA GUADELOUPE

Le vice-amiral, ministre de la marine et des colonies, vient de recevoir la dépêche suivante de M. le gouverneur de la Guadeloupe :

Guadeloupe, 7 mars 1872.

La communication télégraphique est ouverte entre la Guadeloupe et l'Europe par New-York. La colonie, heureuse de se voir reliée à la métropole, envoie à la France l'expression de ses vœux et de son inaltérable attachement.

Le ministre de la marine et des colonies a répondu :

Bien heureux de l'excellent résultat que vous m'annoncez. Remerciez pour l'expression de vos vœux si sincères et si chaleureux envers la mère-patrie, qui, de son côté, n'oublie pas ses enfants d'outre-mer.

## NOS INFORMATIONS

### LE BAL DES FLEURISTES ET PLUMASSIERS

Cette nuit, à l'hôtel du Louvre, le bal des fleuristes et plumassiers. Commencé à dix heures, cette charmante fête ne s'est terminée qu'à cinq heures du matin. Cinq cents personnes environ y assistaient : les jolies femmes, presque toutes de vraies fleuristes, et des plumassiers authentiques, étaient dans une proportion qui n'est rencontrée nulle part ailleurs. Pourquoi la plupart des fleuristes sont-elles jolies ? Nous ne nous chargeons pas de l'expliquer ; mais le fait est incontestable. Presque toutes avaient de fort élégantes toilettes : pas de dentelles ni de brillants ; mais, cela va sans dire, des fleurs en quantité. Nous comparions le bal d'hier avec celui du samedi précédent à la salle Valentino, et nous ne pouvions nous empêcher de constater une singulière différence en sa faveur. La foule n'était pas assez grande pour que la circulation fût gênée, et on pouvait facilement faire le tour de la salle pendant qu'on dansait. Nous n'avons pu savoir le nom du chef d'orchestre ; mais nous tenons à le féliciter de l'heureux choix des morceaux exécutés par lui.

À deux heures du matin, des tables ont été dressées dans les trois salles et un souper gratuit a été offert à tous les assistants. Ce souper se composait de consommés froids, de jambon d'York, de poulet et de vin de Bordeaux. Si l'on se reporte au prix du billet d'entrée, qui n'était que de 10 francs, on se demande comment on a pu arriver à un résultat pareil. Le souper a duré une heure et demie environ, avec beaucoup d'entrain et sans le moindre désordre. M. Marienval, président de la chambre syndicale, M. Chaudet, organisateur du bal et tous les commissaires n'ont cessé, pendant toute la durée, de parcourir les tables pour voir si les convives ne manquaient de rien. À trois heures, la danse a recommencé jusqu'à cinq heures du matin. — Aucune quête n'a été faite.

Beaucoup d'étrangers assistaient au bal des fleuristes et des plumassiers. Nous n'avons remarqué que peu de nos confrères. Ils ont, ainsi que nous, fait bande à part pour le souper, et la table que nous avions choisie a certainement été une des plus gais de tout le bal. Ajoutons, comme dernier renseignement, qu'avant le souper des rafraîchissements avaient circulé toute la soirée.

### LE BAL DES GENS DE MAISON

Tout le monde se souvient de cette ravissante scène de *Maison-Neuve*, où Parade prend pour le maître de la maison, le domestique qu'il introduit. Que de méprises pareilles ont eu lieu hier au bal des gens de maison, donné à Valentino. « A l'amour, comme à la guerre, le roi peut enlever Mariette », dit un vieux proverbe du temps de Louis XV. Hier, les Mariettes étaient nombreuses ; aussi, nombre de jeunes gens auxquels elles prenaient aujourd'hui les paletots, se sont-ils mêlés aux gais gais qui les poursuivaient, et cela, jusqu'à six heures du matin, malgré le peu de succès que semblaient avoir les maîtres au milieu de ces nouvelles lypées.

À trois heures du matin, la salle a été illuminée par des feux de Bengale, et le galop d'enfer a commencé. Quelques minutes après, on a organisé une quête pour la délivrance du territoire, quête qui a été faite par M<sup>lle</sup> Lina, l'ancienne femme de chambre de M<sup>me</sup> de Metternich, une blonde ravissante, et M. Jules, le valet de pied du comte de Paris. Puis M. Etienne, à la demande générale, a chanté quelques chansonsnettes qui ont obtenu un véritable succès. À partir de ce moment, la gaieté est devenue presque folle ; les quadrilles, se succédant sans interruption et se terminant par des galops effrénés, emportaient les danseurs au milieu des bouquets de camélias qui décoraient les salles. Les chants se mêlaient aux danses, et plus d'une chanson fut interrompue par un gros baiser à la *frontin*.

Parmi les personnes connues qui avaient trouvé moyen de se glisser à Valentino, citons : M<sup>lle</sup> Mariette, la Gâtée ; Léonide Leblanc, Henriette Luc, du Vaudeville ; Bédard, du Gymnase, et la charmante M<sup>lle</sup> Massin, mise avec une simplicité recherchée qui la rendait cent fois plus jolie.

Après un discours du président, on s'est retiré à six heures du matin.

### LE BAL DES CORDONNIERS

Les bals de corporation continuent. On annonce pour la fin du mois, à la salle Valentino, celui des cordonniers. Ce bal, qui avait toujours en lieu jusqu'ici dans un des établissements chorégraphiques du boulevard extérieur, est, comme celui des coiffeurs, une sorte d'exposition des nouvelles inventions de l'année. Des « mannequins » vêtus de ro-

bes courtes se promènent dans la salle, exhibant les bottines les plus mordorées et les talons Louis XV les plus extraordinairement contournés. D'autres mannequins, mais appartenant au sexe laid, leur donnent le bras et promènent des bottes de toutes formes et de toutes tailles : bottes à l'écuylère, bottes molles, bottes à bouts carrés, bottes à bouts arrondis, etc. Des prix sont distribués ; ils consistent en une médaille d'or et des médailles d'argent. Nous rendrons compte à nos lecteurs de cette fête de la chaussure.

### LES CONCOURS RÉGIONAUX

Les concours régionaux n'auront pas lieu cette année, et cette suppression aura pour résultat une forte réduction au budget du ministère de l'Agriculture.

### FRAIS D'ENTRETIEN DES SQUARES ET PLANTATIONS

Un des principaux employés de M. Alphonse nous communique quelques renseignements très curieux sur le prix d'entretien des promenades, plantations, squares et jardins publics du département de la Seine. La dépense annuelle est d'environ 2,400,000 francs, ainsi répartis : Bois de Boulogne, 1,200,000 francs ; Bois de Vincennes, 500,000 francs ; Tuileries, 100,000 francs ; Luxembourg, 100,000 francs ; parc Monceaux, buttes Chaumont, squares et boulevards, 500,000 francs. Il va sans dire que nous donnons le prix d'entretien moyen ; cette année, en effet, les dépenses seront beaucoup plus considérables, à cause du reboisement qui se fait en de nombreux endroits.

### LE CHEF DE MUSIQUE DU 91<sup>e</sup>

Le 9<sup>e</sup> conseil de guerre est appelé à juger, lundi, un des types les plus curieux de la Commune : Jean Adrien, chef de la musique du 91<sup>e</sup> bataillon fédéré. Cette musique avait pour mission : 1<sup>o</sup> de conduire jusqu'à l'enceinte fortifiée les bataillons qui sortaient de Paris ; 2<sup>o</sup> de jouer sous les fenêtres pendant qu'on quéait pour les blessés ; 3<sup>o</sup> d'accompagner les morts fédérés jusqu'au cimetière. Pour tout cela, la musique du 91<sup>e</sup> n'avait qu'un air : selon que la circonstance était gaie ou triste, le chef pressait ou relâchait la mesure. Le 23 mai Jean Adrien et sa musique ont joué pour la dernière fois devant la mairie du 20<sup>e</sup> arrondissement. Descluze, Millière, Vermorel, Vallès, Amouroux et Leclerc, écoutaient, accoudés au balcon d'une fenêtre du premier étage. Inutile de dire que Jean Adrien avait ralenti la mesure. Au milieu du morceau, Descluze leva les épaules, se retira et ferma la fenêtre avec colère ; puis il retourna à l'hôtel de ville sans attendre la fin.

### MORT DE BABICK

On nous écrit de Genève que le membre de la Commune, Babick, vient d'y mourir complètement fou. Il y avait longtemps, dit-on, que Babick avait perdu la tête. Du temps de la Commune, il se prétendait, ainsi que nous l'avons déjà dit, prophète de la religion fonctionnaire, et adressait au peuple des proclamations qui ressemblaient à des monuments d'insenséisme. Babick, à sa qualité d'illuminé, joignait celle d'ancien parfumeur. Il était âgé d'une quarantaine d'années environ.

### LE 18 MARS À GENÈVE

Ce n'est pas seulement à Londres que les commémorateurs réfugiés comptent célébrer l'anniversaire du 18 mars, mais aussi à Genève. Un banquet démocratique y aura lieu ce jour-là entre frères pétroleurs. Les citoyens Cournot, Ravaud, Arthur Arnould, et tous les joyeux gentilhommes de la Commune y assisteront. Nous avons pris nos mesures pour recevoir le compte rendu de cette gracieuse fête, que nous destinons à l'édification de nos lecteurs. Plus démocratique que le banquet de Londres, celui de Genève ne coûtera que deux francs par tête, tandis que les souscripteurs de Londres payeront deux shillings (2 fr. 50).

### LE CAPITAINE SHAW

Hier soir est arrivé à Paris, revenant d'Amérique, un homme dont la réputation est immense en Angleterre : il s'agit du capitaine Shaw, commandant des pompiers de Londres. Le capitaine Shaw, lors des incendies de la Commune, est venu, avec quelques-uns de ses hommes, pour coopérer au sauvetage de Paris. Il doit être reçu aujourd'hui par le ministre de la guerre, qui désire lui demander des renseignements sur la merveilleuse organisation des pompiers de Londres. C'est à M. Shaw qu'est due cette organisation.

### UN DRAME DANS UNE VOITURE

Cyprien D\*\*\*, Montmartrois et passementier, se mariait hier. En sortant de l'église, il monta avec sa femme en voiture, et le cocher reçut l'ordre de conduire les mariés au bois. Au bout de quelques minutes, grâce à l'émotion inséparable d'un premier début, Cyprien D\*\*\* fut pris d'un violent saignement de nez, et couvert de trois ou quatre larges taches de sang la robe blanche de la compagne de sa vie. Celle-ci, exaspérée, ouvrit brusquement la portière de la voiture, et s'élança sur le trottoir, prit la fuite.

Gredin ! s'écria le cocher en sautant à bas de son siège et en fermant la portière ; tu as voulu assassiner ma voyageuse... Au poste !

— Mais je saigne du nez ! exclama le malheureux.

Sans vouloir rien entendre ni regarder, le cocher partit au grand trot pour le poste de la rue des Abbesses. Là seulement le malheureux Cyprien D\*\*\* put descendre de voiture et faire constater sa complète innocence.

Tout est donc pour le mieux ; seulement, ce matin, sa femme n'était pas encore revenue.

### CRIMES, SUICIDES ET ACCIDENTS

Hier, à six heures du matin, un vieillard, le sieur Richardet, demeurant au second étage de la maison n<sup>o</sup> 18 de la rue de Chauffouriers, s'étant penché à sa fenêtre pour accrocher son manteau au dehors, perdit l'équilibre et fut précipité sur le pavé. Quelques personnes, étonnées de sa chute, coururent le relever. Un médecin, appelé en toute hâte, ne put que constater la mort instantanée.

— Ce matin, M. Théodat, concierge, demeurant rue Notre-Dame-des-Champs, 3, inquiet de ne pas voir un de ses locataires, le sieur Bouteiller, employé des postes, descendre comme à son ordinaire, alla frapper à sa porte. Personne ne répondant, il entra et vit ce malheureux jeune homme étendu sur son lit. Il s'était donné la mort au moyen du gaz acide carbonique. On ne sait ce qui a pu le pousser à cet acte de désespoir.

— La fille Eulalie Dégod, fille publique, a été ramassée ivre-morte hier soir, place du Trône, vers dix heures et demie. Transportée chez un pharmacien du voisinage, elle y a été frappée d'une attaque d'apoplexie foudroyante.

## ÉCHOS DE PARTOUT

M. Bamberger, directeur de la Banque des Pays-Bas, vient d'être nommé chevalier de la Légion d'honneur.

C'est au zèle et au dévouement avec lequel il a secouru les prisonniers français internés en Belgique que M. Bamberger doit cette distinction méritée.

M<sup>gr</sup> Guibert vient de recevoir de l'empereur du Brésil un lettre autographe des plus respectueusement flatteuses et accompagnée des insignes de la grand-croix de l'ordre du Christ.

Un mot du baron de Rothschild, qui n'est peut-être pas nouveau, mais qui nous a semblé fort joli. Nous l'avons entendu citer à la dernière vente Pereire. Précisément il s'agit de tableaux.

Un jour, un des fils du baron acheta à un marchand de tableaux un paysage qu'il paie 10,000 fr.

Quelques semaines après, le baron entra en pourparlers avec le même marchand pour l'acquisition d'un Rubens authentique. Le prix demandé était considérable, et M. de Rothschild hésitait.

— Ma foi ! monsieur le baron, fit le vendeur, votre fils marchande moins que vous !

— C'est que mon fils a un père riche, répondit M. de Rothschild.

Dernier écho du bal Valentino : UNE FEMME DE CHAMBRE. — Je voudrais que tu m'aimes.

UN MAÎTRE D'HÔTEL. — Madame est servie ! DON SPAVENTO.

## LES AVIS DIVERS

### Avis aux Incendies de la Commune

Les personnes victimes des dégâts causés par la Commune sont instamment priées de signer la pétition à l'Assemblée nationale, déposée aux adresses suivantes :  
M. Menier, 37, rue S.-C.-de-la-Bretonnerie ;  
M. Desmarest, 32, rue du Château-d'Eau ;  
Commission des négociants sinistrés, 4, cité d'Antin. (Entrée 57, rue de Provence) ;  
M. Huet Descaut, 20, rue de la Roquette ;  
A. Neully, 45, avenue de Neuilly, chez le concierge.

M. Poullain est décédé le 6 mars 1872, rue de Rivoli, 150. Ses obsèques auront lieu le mardi 12 courant, à midi très précis, en l'église Saint-Germain-l'Auxerrois.

Sa famille prie les personnes qui n'auraient pas reçu de lettre de faire part de considérer le présent avis comme une invitation.

## ASSEMBLÉE NATIONALE

Séance du 9 mars.

PRÉSIDENCE DE M. MARTEL.

### Interpellation.

L'ordre du jour appelle l'interpellation de M. de Guindard sur la modification ministérielle et la démission de M. Pouyer-Quertier.

M. de Guindard s'adresse à la Chambre et s'attache pas à une interpellation plus d'importance qu'il n'en attache lui-même. Il s'agit de la retraite d'un ministre et il lui a semblé qu'il était utile que l'Assemblée et le pays fussent à ce sujet quelques explications.

Il veut d'abord se faire à ses collègues l'appréciation qu'il a faite de la nature de ce que nous appelons un gouvernement aussi pénal que celui sous lequel nous vivons. (C'est-à-dire) Jusqu'à quel point les ministres ont-ils été responsables de la démission de M. Pouyer-Quertier ?

Un second système a été inauguré en 1852 : le pouvoir d'un ministre ne peut être que le résultat d'un mandat du peuple. (C'est-à-dire) Un ministre ne peut être que le représentant d'un mandat du peuple.

Sous quel régime vivons-nous aujourd'hui ? La loi du 31 août 1871 a établi un conseil des ministres responsable devant l'Assemblée, et cependant, dans ce régime, les modifications fréquentes ont eu lieu sans qu'aucune explication ait été donnée à l'Assemblée. Ces modifications ont-elles, ou non, une signification politique ?

Dans l'un ou l'autre cas, il faut que le gouvernement s'explique.

Je crois, dit l'orateur, qu'actuellement nous sommes dans un régime de responsabilité, et que, si nous ne représentons pas le mandat du peuple, nous ne représentons pas la majorité. (Très bien ! à droite.)

C'est un grand malheur, c'est même la cause du malaise et de l'inquiétude qui règnent dans le pays. Je ne viens pas défendre ici le provisoire ; mais ce provisoire, cette incertitude ne viennent pas de ce que nous sommes dans le provisoire, mais dans le faux. (A droite : Cela est très vrai !)

C'est-à-dire que nous appliquons à rebours la célèbre maxime : Le roi règne et ne gouverne pas. (Bruit.)

Autrefois le roi régnait, et la représentation nationale gouvernait sous son nom. Aujourd'hui tout est changé : c'est bien la représentation nationale qui régit, mais c'est le roi, un roi en quelque sorte provisoire, qui gouverne. (Exclamations et rires à gauche.)

M. Javal : Il n'y a pas de roi ici, sans quoi il aurait le droit de dissolution.

M. de Guindard : Il n'est pas dans ma pensée de dire du mal du personnage que je viens d'appeler roi (Nouveaux rires) ; mais je crois que nous ne pouvons pas nous en passer. (Très bien ! à gauche.)

Le gouvernement actuel est faible, et il ne peut pas ne pas l'être. On prendrait-il sa force ? Ce n'est pas dans la tradition, mais la mazarinade. (Bravos à droite.)

Les présidents de république en Amérique ; mais il ne peut la trouver que dans l'Assemblée. (Très bien ! à gauche.)

Or, une Assemblée, c'est une majorité ; plus celle-ci est nombreuse, plus la première est forte. Mais le gouvernement n'a pas voulu s'appuyer sur la majorité ; il a, au contraire, cherché à l'amoindrir, parce qu'il n'a cru y voir qu'un obstacle.

Le parti du moment où il est attaché à la briser, il a perdu toute force et il s'est condamné à manoeuvrer sur un terrain mouvant et facile, en ne gouvernant qu'avec des finesses et des habiletés, alors qu'il aurait bien facilement surmonté les difficultés qu'il rencontrait avec de la sincérité et de la grandeur. (Nouveaux bravos à gauche.)

Il y a encore un autre tort, celui d'avoir une politique à lui. Je ne le juge ni la condamne, mais je constate le fait.

Un membre : C'est la politique du pays !

M. de Guindard : Le caractère de cette politique, qu'on retrouve dans les documents officiels ou officieux, et même dans une correspondance d'amis que reproduit une presse officieuse, c'est de vouloir d'abord gouverner avec tous les partis ennemis de la République. (Eh bien ! à gauche. — A droite : Parlez !)

M. le président : J'invite la Chambre à écouter l'orateur : elle se rappelle qu'il a protesté tout à l'heure de ses bonnes intentions ! (Rire général.)

M. de Guindard : Malgré cette tactique, jamais les partis n'ont été plus divisés ; bien plus, ils sont divisés contre eux-mêmes. (Applaudissements à gauche.) Le ministère, formé d'hommes de tous les partis, n'a aucune homogénéité et ne remplit aucune des conditions nécessaires à un gouvernement parlementaire. Nous croyons donc le moment venu de reconquérir cette liberté que nous avons un moment abdiquée. (Bravos à l'extrême droite.)

Quant à la République, elle a été rendue impossible parce qu'on a effrayé les conservateurs, et qu'ils, sans eux, vous savez comment elle s'appelle et comment elle finit ! (Nouvelle approbation sur les mêmes bancs.)

D'un autre côté, la monarchie est devenue infiniment plus difficile. (Ah ! ah ! Il ne reste plus qu'une chose à faire.)

Une voix à gauche : La dissolution !

M. de Guindard : Je me trompe, il reste trois choses (Ah ! ah !) : le provisoire actuel, la dissolution, la République.

Voix à droite : Vous sortez de la question ! Riez dans l'interpellation !

M. le duc de Marnier : C'est dans la liberté de l'Assemblée nationale que se trouve l'œuvre de salut !

M. de Guindard : En présence de cette alternative, il n'est pas possible d'hésiter, il faut nous attacher au provisoire. (Rires bruyants à gauche et à droite.)

Seulement il faut nous efforcer de la rendre viable en rétablissant l'harmonie entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif. (Bravos à droite.)

Il est nécessaire que la majorité ressaisisse le gouvernement. (Applaudissements sur les bancs de l'extrême droite.)

M. le président : Quelqu'un demande-t-il la parole ? (Non non !)

M. Javal avait demandé la parole, mais il y renonce, car la réponse à faire à l'orateur s'explique par son discours même. En conséquence, il réclame l'ordre du jour. (Où il est !)

M. Pouyer-Quertier monte à la tribune. (Mouvement d'attention.)

L'orateur fait l'historique de ce qui s'est passé depuis l'arrivée au pouvoir du président de la République. Il prit, à la date du 25 février, le portefeuille des finances.

Il parle de l'ordre et de la régularité qu'il a mis dans les services financiers. Il mentionne successivement l'emprunt qui a été si patriotiquement souscrit et les paiements successifs qui ont permis l'évacuation de la plus grande partie du territoire.

Il avait aussi une autre tâche à remplir, c'était de rechercher, dans tous les actes depuis le 4 septembre, comment l'État avait été administré.

Tout est en règle, et l'examen le plus minutieux ne trouvera rien à dire à la comptabilité de son ministère pendant tout le temps qu'il a duré.

Arrivant au procès de Rouen, il déclare qu'appelé comme témoin, il était de son honneur et de son devoir de dire ce qu'il savait et de déclarer si, ou non, l'homme qu'on accusait d'avoir été le département ou lui-même exerçait les fonctions de membre du conseil général depuis vingt ans avait commis des fraudes ou des irrégularités. (Rumeurs.)

Le conseil général de l'Eure avait connu ces agissements et les avait vivement blâmés. L'État, interrogé par la justice sur les faits incriminés, avait reconnu qu'il y avait eu des irrégularités, mais qu'elles étaient de nature à être réprimées, mais qu'elles n'étaient pas criminelles.

Je l'ai dit, l'orateur, déclaré en toute conscience et en toute loyauté. A chacun son appréciation.

Mais les comptes rendus des journaux n'ont pas exactement reproduit mes paroles, et ils m'ont fait même dire le contraire de ce que j'ai vraiment dit.

J'ai toujours, aussi bien aujourd'hui que je l'ai été hier, déclaré que les faits incriminés, au lieu d'être de nature à être réprimés, étaient de nature à être punis.

Eh quoi ! celui qui a professé les doctrines et soutenu les principes que je viens de dire ; qui, pendant tout le temps qu'il a été ministre, n'a eu d'autre souci que de veiller à ce que les crédits affectés à chaque service ne soient pas dépassés, et qu'il n'y ait pas de dépense au-dessus de la dépense ; et qui, à l'occasion de toute sa vie, et qu'il n'a jamais laissé pratiquer ni de près ni de loin. (Très bien ! à droite.)

Ces poursuites ont été continuées, malgré mon avis, car j'en prévoyais et j'en ai annoncé le résultat. M. Pouyer-Quertier explique qu'il n'a eu connaissance que plus tard de l'arrêt de débet, dont le chef du cabinet du ministère des finances avait accusé réception.

Il entre dans des détails minutieux à l'égard des sommes qui étaient réclamées à M. Janvier, et il conclut en disant qu'il ne pouvait, après s'être prononcé dans un sens, agir dans un autre sens en autorisant des poursuites comme ministère des finances. (Très bien ! à gauche.)

Il termine en évoquant le souvenir des sommes considérables qui ont passé par ses mains pendant les douze mois qui viennent de s'écouler, alors qu'il n'y avait pas que les Prussiens à payer, mais qu'il fallait payer tous les frais de la guerre.

Tout a été payé, toutes les dettes qui, pendant ce malheureux temps, avaient été contractées honnêtement... ou autrement ont été soldées. (Bravos prolongés à droite.)

M. Gambetta se lève et proteste avec énergie de sa place.

M. Pouyer-Quertier : Maintenant que le crédit de l'État est assuré, ce qu'il faut souhaiter, c'est la prospérité du pays, c'est le retour de sa prospérité et de sa richesse.

M. Casimir Périer désire élever le débat au-dessus des faits particuliers et surtout au-dessus des questions de personnes, en le portant sur le terrain des principes protecteurs de la fortune publique. (Très bien !)

J'ai dit, dit-il, dans les journaux la déposition de M. Pouyer-Quertier.

Ces doctrines sont complètement erronées ; je puis prouver qu'il est absolument trompé sur le rôle qu'il a joué la cour des comptes, et qu'il a confondu les comptes avec les ordonnances. (C'est cela ! Très bien !)

Il a également confondu le budget de l'État et celui du département, qui n'est pas soumis aux mêmes règles.

En ce qui touche ce dernier, le virement est précisément l'antonyme du mandat fiscal, et il était admis, d'après la législation, qu'en matière de comptabilité départementale, le virement était nécessaire, alors que les sessions des conseils généraux n'avaient lieu qu'à de longs intervalles.

S'il y a dans l'emploi du virement une opération qui peut être parfaitement régulière, pourvu qu'elle soit soumise à certaines règles, il n'en est pas du tout de même du mandat fiscal. Cependant il a considéré ce dernier comme une nécessité dans certains cas.

M. Pouyer-Quertier : Jamais je n'ai prétendu cela.

M. Casimir Périer : Il est regrettable alors que tous les journaux se soient entendus pour vous attribuer cette doctrine.

L'honorable membre arrive à l'examen de l'arrêt du 22 janvier, et il justifie ce qu'il a dit de son droit de ne devoir de faire en sa qualité de ministre de l'intérieur.

Il cite à l'appui un extrait d'une lettre du président de la cour des comptes, datée de 1867, et dans laquelle il est constaté que le préfet de l'Eure a reçu certaines sommes au sujet desquelles il n'a pas fourni une justification suffisante pour qu'il pût lui en donner décharge.

Il ne s'agit pas au delà de la partie du débat qui touche à ce compte de débet. L'arrêt qu'il a rendu à cet égard, alors qu'il était ministre de l'intérieur a été légal.

M. Pouyer-Quertier, dit M. Casimir Périer, déclare que ses doctrines ont été mal interprétées et qu'il les répète sous la forme sous laquelle la presse les a produites.

Nous devons tenir sa déclaration pour exacte. Il reste donc acquis qu'il condamne l'abus des virements lorsqu'ils n'étaient pas faits en vertu d'un arrêté dans la première section du budget départemental.

Il faut que ce débat porte son enseignement, afin que ces habitudes invétérées qui se sont introduites dans les règles de la comptabilité départementale disparaissent à tout jamais, et que l'usage des mandats fiscaux ne fasse plus que des départements puissent être impunément livrés au gaspillage et au désordre, quand ils ne le sont pas au détournement et à la fraude.

(Ce discours est suivi d'une double salve d'applaudissements sur la plus grande partie des bancs de l'Assemblée.)

M. Gambetta : Tout ce qui se dit à cette tribune a un grand retentissement dans le pays ; c'est pour cela que je demande la permission de relever deux expressions que j'ai entendues sortir de la bouche de M. Pouyer-Quertier, ancien ministre des finances.

Il a dit qu'il avait existé sous le gouvernement de la défense nationale des dilapidations... (Interjections à droite.) Messieurs, je serai très bref, mais j'attends de votre loyauté que vous doutiez toute mon explication. (Parlez ! parlez !)

Il a fait allusion à des dilapidations, et il a dit — se faisant un honneur que, pour ma part, je ne lui conteste pas, car je veux être juste — qu'il ne l'a dit — qu'il avait payé, largement payé les dépenses que lui avaient causées les virements de la France ; seulement il a ajouté qu'il avait réglé celles qui avaient été contractées honorablement... et les autres ! (Mouvement en sens divers.)



# LA SEMAINE FINANCIERE

## INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE

Paris, dimanche, 10 mars 1872.

Nous avons encore subi pendant une partie de la semaine le contre-coup des paroles imprudentes de M. Lefranc; mais vers la fin l'impression qu'elles avaient produites s'était fort heureusement atténuée. La séance d'hier, dont on redoutait les résultats, s'est terminée par un ordre du jour pur et simple. Nous croyons que dans cette situation il n'est pas téméraire de penser que nos Rentes 3 0/0 et 5 0/0 retrouveront les cours qu'elles ont perdus.

Du reste, le marché s'améliore visiblement, l'argent est abondant, les reports modérés, et le comptant présente particulièrement une bonne tenue.

**Fonds d'Etats et de Villes.** — Le 3 0/0, qui avait fermé samedi, 2 mars, à 56 30 au comptant et à 56 42 1/2 à terme, a fini samedi, 9 mars, à 56 50 au comptant et à 56 57 1/2 à terme. L'emprunt non libéré, qui était le 2 de ce mois à 89 05 au comptant et à 89 20 à terme, a clôturé hier à 89 15 au comptant et à 89 22 1/2 à terme.

Nos fonds ne peuvent rester à ce cours, et nous prévoyons, s'il ne surgit pas quelques nouveaux incidents, une hausse rapide de 1 fr. au moins. Sur la Rente, le coupon va être détaché au 1<sup>er</sup> avril.

L'emprunt Morgan est à 515. La valeur n'est pas à son prix, car on va détacher au 1<sup>er</sup> avril un coupon de 15 fr., ce qui fait ressortir le titre à 500 fr., soit 6 0/0 net.

Les obligations de la Ville sont toujours lourdes, celles de 1871 exceptées. Il se fait en ce moment des transactions nombreuses sur cette valeur; on peut le voir à la multiplicité des cours cotés à la cote officielle: elles sont à 257, en hausse de près de 8 fr. sur les cours de samedi 2 mars.

On avait dépassé le cours de 69 sur l'Italien; mais il n'a pas été possible de le maintenir à ce prix. Les réalisations se sont produites en abondance, et la valeur est retombée à 68 80 au comptant et à 68 55 à terme.

On a monté sur l'accord intervenu entre le ministre des finances et la Banque nationale. La commission des quinze, chargée d'étudier le plan financier de M. Sella, avait accepté le principe de la conversion de l'emprunt forcé de 1866 en consolidé, mais à la condition expresse que la Banque nationale se chargerait, à ses risques et périls, de cette grosse opération, et enfin que la Banque doublerait son capital.

Le conseil d'administration de la Banque s'est montré au début fort peu disposé à accepter cette grosse charge; les actionnaires, à l'annonce d'un doublement du capital, ont poussé les hauts cris, et on a pu croire un moment que tout était rompu, et que les plans de M. Sella allaient s'évanouir en fumée.

Aujourd'hui tout est changé. L'assemblée générale des actionnaires de la Banque nationale a accepté l'augmentation du capital de la Banque avec augmentation ou même sans augmentation de la circulation: elle a accepté aussi la conversion de l'emprunt national, tout au risque de la Banque mais avec des compensations.

Elle a accepté les modifications proposées à ses statuts et elle a décidé ensuite que des nouvelles actions seraient accordées de préférence aux anciens actionnaires.

La Banque a donc dès aujourd'hui tout intérêt à seconder M. Sella dans le mouvement de hausse entrepris depuis plusieurs mois.

La Rente Turque est en bonne demande depuis plusieurs jours; elle est montée à 51 70. Les obligations Ottomanes, très recherchées, sont à 916 25.

Le Dollar s'est élevé à 106 1/8 et même à 107 pour les petites coupures. Nous ne saurions trop engager les porteurs de ces titres à le vendre pour acheter de la Rente et de l'emprunt français. Le Dollar doit être remboursé au pair dans un très bref délai, et la Rente française peut gagner, à la première échéance, ce que la Rente américaine doit perdre nécessairement par le fait du remboursement.

Point d'affaires sur les fonds Espagnols. Une junte consultative des finances vient d'être créée à Madrid. Jamais elle n'a été plus opportune. Si la junte remplit consciencieusement son devoir, elle rendra de très grands services au pays.

On craint que le nouveau ministre des finances, M. Gamacho, ne continue la tradition de M. Angulo, en ce qui concerne l'impôt de 18 0/0 sur les profits de l'Etat. Il faut cependant attendre avant de se prononcer, car M. Gamacho n'a encore rien dit ni rien fait qui puisse faire connaître son plan financier, si tant est qu'il en ait un.

Fortes reprises sur les fonds Autrichiens, à la suite de bonnes nouvelles venues de Vienne; la Banque nationale vient d'abaisser de 6 à 5 0/0 le taux de son escompte. La Dette convertie est à 66, en reprise de 2 0/0; l'obligation Domaniale vaut 272 50, ex-coupon.

Signalons la bonne tenue des obligations du vice-roi. Ce souverain serait dans l'intention d'augmenter dans une notable proportion les impôts afin d'arriver à l'amortissement de la dette. Le Péruvien est en hausse sensible. Le 5 0/0 Russe a faibli; on attribue à la Russie le projet d'un prochain appel au crédit. On est toujours très ferme sur le Honduras: on cote 185 depuis le détachement du coupon. Ces titres, comme on le sait, rap-

portent 20 fr. par an et sont remboursables à 300 fr.; c'est du 13 0/0 en comptant la prime de remboursement. Les Obligations Tunisiennes restent à 152 50. Le Romain a monté de 66 à 67.

**Institutions de crédit.** — Les actions de la Banque de France sont à 3,630. Les transactions sont très étroites sur cette valeur.

Le bilan de cette semaine est la contrepartie de celui de la semaine dernière, qui était un bilan de fin de mois, et l'augmentation du portefeuille et de la circulation est remplacée aujourd'hui par une diminution bien supérieure à l'augmentation que constatait le précédent bilan. Ainsi, le portefeuille de Paris et des succursales, qui s'était accru de 50 millions et demi, est aujourd'hui en diminution de 73 millions, et la circulation des billets, qui avait progressé de 60 millions, se trouve réduite de 66 millions. Les mouvements des autres chapitres sont peu importants. Constations, toutefois, une certaine reprise sur les demandes d'avances et dans la progression continue de l'encaisse, qui s'est élevée de 655 871,000 fr. à 659,914,000 francs; augmentation, 4,043,000 fr.

Les avances sur bons du Trésor n'ont pas varié.

La Ville de Paris a remboursé 1,382,000 fr., sur son compte d'avance qui ne s'élève plus qu'à 133,150,000 fr.

Le portefeuille de Paris a baissé de 353,178 mille francs à 293,036,000 fr.; diminution, 60,142,000 fr. Le portefeuille des succursales a également baissé de 365,563,000 fr. à 353 millions 320,000 fr.; diminution, 12,243,000 francs.

Le total des divers comptes d'avances s'est élevé de 78,175,000 fr. à 79,541,000 fr.; augmentation, 1,366,000 fr.

La circulation des billets est tombée de 2 milliards 454 millions à 2 milliards 388 millions; diminutions, 66,000 millions.

Le compte courant du Trésor a diminué de 6,827,000 fr., et ne s'élève plus qu'à 83 millions 49,000 fr.

Les comptes courants des particuliers ont augmenté de 7 millions à Paris, et diminué de 3 millions dans les succursales; leur total, à ce jour, est de 310,087,000 fr.

Les bénéfices de la Banque ont progressé de 12,355,000 fr. à 13,212,000 fr., soit 857,000 francs d'augmentation pour la semaine.

Lundi aura lieu une assemblée générale extraordinaire de la Compagnie immobilière.

Les questions qui seront traitées dans cette réunion touchent à l'existence même de la Société, mise en péril par les agissements du Crédit mobilier et du Crédit foncier.

Il s'est fait très peu de transactions sur les actions du Crédit mobilier, anciennes ou nouvelles. On ne voit plus clair dans cette affaire; nul ne sait où l'on va; au lieu d'une entreprise financière, nous avons une officine de procès; à la place d'une maison de banque, nous trouvons une étude d'avoué; ce n'est pas ce qu'on attendait de M. Haussmann.

Les actionnaires sont anxieux de la grave responsabilité qu'assume cette Société par ses procédés vis-à-vis de la Compagnie immobilière; on ne s'explique pas, en effet, la légèreté des poursuites entreprises au mépris d'une convention solennelle qui donne à cette Compagnie les débris les plus larges pour se libérer vis-à-vis du Crédit mobilier, moyennant le remboursement d'une somme de 16 millions déjà effectuée.

Le Messager de Paris lui-même, organe des adversaires de la Compagnie immobilière, publie une lettre très sensée d'un *généraliste* qui prévient ses cointéressés des dangers que leur feraient courir les projets du Crédit mobilier, s'ils ne s'y opposaient.

Malheureusement le Crédit mobilier subit complètement l'influence du Crédit foncier, et au lieu d'aider son débiteur à se relever, il s'attaque imprudemment à le détruire.

Aussi ne faut-il pas s'étonner de voir que son conseil d'administration, réduit à cinq membres, ne peut arriver à se compléter. Il semble frappé d'impuissance.

Les actions nouvelles sont restées à 162 50, et les anciennes à 147 50.

Celles du Crédit foncier n'ont pas été plus recherchées pendant toute la semaine. Elles ont même subi une nouvelle baisse; le dernier jour, on a cherché à les galvaniser, mais le report qui, sur ces titres, s'est élevé jusqu'à 12 fr., à la dernière liquidation, n'est pas de nature à encourager les acheteurs.

C'est un mauvais signe, pour un établissement de ce genre, de se trouver, comme lui, dans le cas d'usage de la rigueur du droit pour faire rentrer ses annuités.

Ce rôle d'ailleurs un caractère odieux, quand il n'est pas commandé par la plus impérieuse nécessité; on est alors disposé à voir une spéculation de la part du prêteur, afin de s'emparer, à vil prix, des biens du débiteur.

Cela avait lieu trop souvent autrefois, et c'est précisément pour empêcher un pareil abus que le Crédit foncier avait été créé.

Pourquoi faut-il que, n'écoulant d'autre voix que celle de la passion, il se laisse glisser sur une pente périlleuse, au bout de laquelle il ne recueillera que récriminations et malédictions de toutes parts?

L'institution du Crédit foncier avait en encore pour objet de faire disparaître l'usure, qui dévorait les campagnes et qui s'opposait au développement de la propriété urbaine.

Ce but a-t-il été atteint?

Le Crédit foncier ferait sagement de ne pas laisser poser de pareilles questions, auxquelles on pourrait si parfaitement répondre par l'indication des procédés qui ont été employés pour augmenter, par des voies indirectes, les intérêts et les commissions que la loi lui prescrivait de ne pas dépasser.

Nous n'en dirons pas davantage, afin de ne pas affaiblir une institution qui pourrait encore rendre tant de services, si elle était dirigée dans un autre esprit que celui qui semble l'animer.

A ce sujet, on est toujours très préoccupé de l'éventualité de la restitution à la Ville de Paris des 17 millions de commissions illégalement perçues sur les anciens bons de délégation.

A qui pourraient revenir ces 17 millions, sinon à la Ville qui les a effectivement payés?

Il ne viendra certainement à la pensée de personne que ce remboursement puisse être fait aux entrepreneurs qui ont été commandités par le Crédit foncier pour des travaux sur lesquels des bénéfices considérables ont été réalisés.

L'Opinion nationale, dans un article remarquable resté sans réplique (1), disait qu'il faut obtenir une large part de ces travaux, un seul entrepreneur avait pu faire, à l'aide du Crédit foncier, une avance de 225 millions à la Ville de Paris, en dehors des sommes nécessaires à la réalisation des percements dont la concession était sollicitée.

Ces avances et la spéculation dont elles ont été la source, ont été suffisamment rémunérées.

Il ne saurait y avoir la moindre incertitude sur le droit de la Ville de Paris à recevoir ces 17 millions.

Il parait, au surplus, d'après ce qui nous revient, que le conseil municipal mettra incessamment la question à son ordre du jour.

A propos de l'absence des obligations 5 0/0 de la cote officielle, nous avons acquis la certitude qu'il ne fallait pas l'imputer à un défaut de vigilance de la part de la chambre syndicale des agents de change; la faute en revient tout entière au Crédit foncier, qui s'y est toujours formellement refusé.

Les motifs de ce refus sont difficiles à justifier.

Comment un établissement qui a émis des emprunts dont le chiffre s'élève à plus d'un milliard trois cents millions pourrait-il se soustraire au contrôle et à la publicité, comme cela a lieu aujourd'hui?

On ne sait pas comment se font les émissions de ces obligations; leur cours est aujourd'hui arbitraire et il est impossible de le constater; on les négocie en province à des prix plus élevés que sur le marché, en Banque, de Paris. Nous l'avons constaté. Ceci peut être la source des plus grands abus.

Les receveurs généraux font payer à 470 fr. ces valeurs que, le même jour, on peut obtenir à Paris à 462 fr. 75.

On ne sait pas encore comment se fait l'amortissement de ces obligations 5 0/0.

Les choses ne peuvent rester dans un pareil état.

Qu'il nous soit permis, en terminant, de solliciter quelques éclaircissements sur l'article des prêts différés porté dans les comptes du Crédit foncier à la somme énorme de 49 millions.

Ce fait tiendrait-il à la difficulté d'émettre une quantité suffisante d'obligations?

Ce serait, alors plus que jamais, le cas de procéder au grand jour à l'émission d'un emprunt public de nature à régler définitivement la situation, au lieu de continuer à se servir du mode vicieux de placement usité jusqu'ici.

Le gouvernement doit tenir d'autant plus à dégarer sa responsabilité des agissements du Crédit foncier, que ce sont des fonctionnaires publics, trésoriers-payeurs ou autres, qui sont les agents du Crédit foncier pour le placement de ses obligations.

La Banque de Paris conserve une très bonne tenue à 1,220. C'est une valeur solide et qui ne peut subir les caprices de la spéculation. Cette institution de crédit se compose, comme on le sait, de la fusion de la Banque de Paris et de la Banque des Pays-Bas, qui, toutes les deux, faisaient de grandes et bonnes affaires, et qui, toutes les deux, comptaient une nombreuse clientèle.

Le Comptoir d'escompte ne peut retrouver le cours de 700 francs; il reste à 690. La Société des dépôts et comptes courants est à 545 fr.; l'annonce du paiement du coupon n'a pu solliciter les acheteurs d'une manière efficace. Ce peut faire une Société de cette faible importance à côté des grandes institutions de crédit, qui disposent de capitaux considérables, et qui sont dirigées par les premiers financiers de l'Europe? La Société générale est immobile à 605.

Il se fait des achats assez nombreux sur les actions de la Banque franco-égyptienne, appréciées dans un avenir très prochain, à faire d'importantes opérations avec le Trésor égyptien et avec le vice-roi.

Par suite de l'émission annoncée par cet établissement de crédit de 25,000 actions nouvelles réservées aux porteurs d'actions anciennes dans la proportion de une nouvelle contre deux anciennes, émission qui se fait du 1<sup>er</sup> au 15 mars, la chambre syndicale a décidé:

1<sup>o</sup> Qu'à partir du 1<sup>er</sup> mars, il y aura deux cotes, au comptant et à terme;

2<sup>o</sup> Celle du titre actuel, n'ayant pas usé du droit de souscription et muni du coupon échû s'élevant à 62 fr. 50 (61 fr. 90 c., impôt déduit);

3<sup>o</sup> Celle du titre estampillé, accompagné de son récépissé de souscription, autrement dit: titre ant;

4<sup>o</sup> Que la liquidation au 15 mars se fera au moyen de ces deux cotes;

5<sup>o</sup> Qu'à partir du 16 mars, il n'y aura plus, pour les opérations au comptant et fin mars, qu'une seule cote comprenant tous les titres, sans distinction, estampillés ou non estampillés, anciens ou nouveaux, au porteur et libérés de 250 fr.;

6<sup>o</sup> Qu'à cette même date, le coupon échû sera détaché sur les titres n'ayant pas usé du droit de souscription.

Les actions de la Banque française et italienne, admises récemment à la cote, y figurent au prix de 562 fr.

Le Mobilier espagnol est très ferme, à 520. Nous avons fait connaître le résultat général de l'assemblée des actionnaires du Crédit foncier suisse. Voici quelques-unes des résolutions adoptées:

Elle a approuvé les raisons qui ont engagé l'administration à ajourner la convocation de l'assemblée pour 1870 et à n'avoir qu'une seule réunion pour 1870 et 1871.

Elle a ratifié toutes les résolutions prises par l'administration.

Elle a fixé le dividende en 5 fr. 50, ce qui fait que les actionnaires touchent, à partir du 1<sup>er</sup> juin prochain, une somme de 20 fr. 50 par action, intérêts compris.

Elle a formulé un vote de confiance en faveur du conseil d'administration.

Elle a approuvé les décisions prises à l'unanimité: le marché a été très favorablement impressionné.

Le rapport du conseil d'administration offre de l'intérêt à différents points de vue; nous le publierons dans un de nos prochains numéros.

**Chemins de fer.** — La hausse est générale sur les chemins de fer: c'est la campagne des coupons. Le Lyon est à 885; l'Orléans, à 870; le Nord, à 975; le Midi fait 612 50; l'Ouest est à 510; l'Est est à 507.

Sur les chemins étrangers nous avons peu de changements à signaler. Pour l'Autrichien et le Lombard, le marché de Paris ne fait guère que suivre les marchés étrangers; l'Autrichien est à 885, le Lombard à 482 50, l'Est-Hongrois reste à 310.

Il y a un peu moins d'activité sur les chemins Espagnols. Le Nord d'Espagne est à 102 50; les obligations, sur lesquelles un coupon de 750 va être détaché dans quelques semaines, valent 211; le Saragosse est à 140; le Pamplune vaut 83 75.

On trouve le Romain à 120; les obligations oscillent de 175 à 180. Le Portugais se tient à 77 fr., les obligations finissent à 160.

**Recettes des Chemins de fer.** — La situation de nos Chemins de fer est excellente; le trafic augmente de jour en jour.

Nous sommes arrivés aujourd'hui à la 7<sup>e</sup> semaine de 1872; et cette semaine encore brille par les beaux résultats qu'elle nous apporte.

Les augmentations sont, en effet, considérables et s'élèvent pour tous les réseaux à 1 millions 900,000 fr. environ. Le Lyon continue la série; l'ancien réseau a une augmentation de 726,000 fr. sur la recette correspondante de 1870. Le nouveau réseau gagne 32,000 fr. L'Orléans a un excédent de 361,000 fr., soit 33,03 0/0. Les nouvelles lignes ont augmenté de 131,000 fr., soit 18 60 0/0. Le Nord ancien a progressé de 280,000 fr.; le progrès sur les nouvelles lignes est de 14,000 fr. environ. L'Ouest ancien a une meilleure recette cette semaine; l'excédent atteint le chiffre de 237,000 fr., soit une augmentation kilométrique de 25, 94 0/0. Le nouveau réseau a une augmentation de 85,000 fr., soit 14, 14 0/0. La recette de l'Est s'est élevée à 1 million 705,000 fr. Le Midi fait tache au milieu de l'amélioration générale. Il est en diminution sur l'ancien réseau de 105,000 fr., ou 13 31 0/0, et sur les nouvelles lignes de 39,000 fr., ou 15 11 0/0.

Les Chemins algériens nous donnent l'augmentation de leurs recettes du 22 au 28 janvier; elle atteint le chiffre de 33,000 fr.

Les chemins étrangers continuent à présenter de pauvres résultats.

Les Autrichiens restent très faibles; la diminution est de 131,000 fr., soit 8 0/0.

Les Lombards ont été un peu favorisés; la section du sud de l'Autriche gagne 37,000 fr. environ, ou 2 70 0/0. La section italienne a gagné 209,000 fr., ou 15 40 0/0.

Les chemins Espagnols conservent à peu de choses près les différences de la semaine dernière. Le Nord de l'Espagne maintient son excédent de 200,000 fr., ou 6 88 0/0; le Madrid à Saragosse perd 6,368 fr., ou 13 0/0; le Barcelone-Pamplune gagne 2,000 fr., ou 0 76 p. 100. Le Séville-Xérès gagne 1,100 fr., ou 2 50 0/0.

Les Portugais ont une recette en moins de 9,000 fr., ou 8 19 0/0.

Les chemins Romains sont en augmentation de 20,000 fr., ou 5 69 0/0.

**Cours des valeurs en banque**

6 0/0 Américain, 16 octobre 71..... 105 1/2  
3 0/0 Intérieur Espagnol, 1 juillet..... 30 1/2  
3 0/0 Extérieur Espagnol 1867-68, 1 juillet..... 31 5/16  
5 0/0 Pontifical 60-61, 1 octobre 71..... 67 1/2  
5 0/0 1868, 1 octobre 71..... 68 3/8  
7 0/0 Egyptien, 15 juillet 71..... 85 5/8  
5 0/0 Autrichien converti, 1 juillet..... 1 63 3/4  
5 0/0 Turc, 1 juillet 1871..... 51 10

**LA RENTEE**  
Vend. 1<sup>er</sup> 21, Saint-Agnan  
Joné par Landrol, Pradeau, Blondel et Amédée

**VARIÉTÉS** — 7 h. 1/4  
J. ROSIER, 24, RUE MOGADOR  
c. 1<sup>er</sup> A. R. Deslandes

**LA REVUE EN VILLE**  
t. en 3<sup>e</sup> A. Clairville, Girardin, Koning  
Le 1<sup>er</sup> A. R. Deslandes

**MACDONALD**, un avocat Lézard  
Un artiste, Rabagas A. Michel  
Président du Comité P. Deslandes  
P. Bonhomme M. G. Olivier

**Prince Georges** Tony-Riom  
Folambert, Tricouche Daniel Bae  
Le Roi Carotte Cooper  
Chompaillon Bordier

**Le pavé, la prière, la robe**  
Le 1<sup>er</sup> A. R. Deslandes  
Le 2<sup>o</sup> A. R. Deslandes  
Le 3<sup>o</sup> A. R. Deslandes

**Le 4<sup>o</sup> A. R. Deslandes**  
Le 5<sup>o</sup> A. R. Deslandes  
Le 6<sup>o</sup> A. R. Deslandes

**Le 7<sup>o</sup> A. R. Deslandes**  
Le 8<sup>o</sup> A. R. Deslandes  
Le 9<sup>o</sup> A. R. Deslandes

**Le 10<sup>o</sup> A. R. Deslandes**  
Le 11<sup>o</sup> A. R. Deslandes  
Le 12<sup>o</sup> A. R. Deslandes

**Le 13<sup>o</sup> A. R. Deslandes**  
Le 14<sup>o</sup> A. R. Deslandes  
Le 15<sup>o</sup> A. R. Deslandes

**Le 16<sup>o</sup> A. R. Deslandes**  
Le 17<sup>o</sup> A. R. Deslandes  
Le 18<sup>o</sup> A. R. Deslandes

**Le 19<sup>o</sup> A. R. Deslandes**  
Le 20<sup>o</sup> A. R. Deslandes  
Le 21<sup>o</sup> A. R. Deslandes

**Le 22<sup>o</sup> A. R. Deslandes**  
Le 23<sup>o</sup> A. R. Deslandes  
Le 24<sup>o</sup> A. R. Deslandes

**Le 25<sup>o</sup> A. R. Deslandes**  
Le 26<sup>o</sup> A. R. Deslandes  
Le 27<sup>o</sup> A. R. Deslandes

**Le 28<sup>o</sup> A. R. Deslandes**  
Le 29<sup>o</sup> A. R. Deslandes  
Le 30<sup>o</sup> A. R. Deslandes

**Le 31<sup>o</sup> A. R. Deslandes**  
Le 1<sup>er</sup> A. R. Deslandes  
Le 2<sup>o</sup> A. R. Deslandes

**Le 3<sup>o</sup> A. R. Deslandes**  
Le 4<sup>o</sup> A. R. Deslandes  
Le 5<sup>o</sup> A. R. Deslandes

**Le 6<sup>o</sup> A. R. Deslandes**  
Le 7<sup>o</sup> A. R. Deslandes  
Le 8<sup>o</sup> A. R. Deslandes

**Le 9<sup>o</sup> A. R. Deslandes**  
Le 10<sup>o</sup> A. R. Deslandes  
Le 11<sup>o</sup> A. R. Deslandes

**Le 12<sup>o</sup> A. R. Deslandes**  
Le 13<sup>o</sup> A. R. Deslandes  
Le 14<sup>o</sup> A. R. Deslandes

**Le 15<sup>o</sup> A. R. Deslandes**  
Le 16<sup>o</sup> A. R. Deslandes  
Le 17<sup>o</sup> A. R. Deslandes

**Le 18<sup>o</sup> A. R. Deslandes**  
Le 19<sup>o</sup> A. R. Deslandes  
Le 20<sup>o</sup> A. R. Deslandes

**Le 21<sup>o</sup> A. R. Deslandes**  
Le 22<sup>o</sup> A. R. Deslandes  
Le 23<sup>o</sup> A. R. Deslandes

**Le 24<sup>o</sup> A. R. Deslandes**  
Le 25<sup>o</sup> A. R. Deslandes  
Le 26<sup>o</sup> A. R. Deslandes

**Le 27<sup>o</sup> A. R. Deslandes**  
Le 28<sup>o</sup> A. R. Deslandes  
Le 29<sup>o</sup> A. R. Deslandes

**Lotus Turcs** de 180 fr..... 178 1/2  
6 0/0 Péruvien, 87 50 payés..... 81 1/2  
Obligations domaniales d'Italie..... 467 50  
Lots Russes 1863, 1 juillet..... 527 50  
— 1866, 1 septembre..... 537 50  
Lots d'Autriche 1854, 1 avril..... 532 50  
— 1854, 1 avril..... 535 1/2  
Crédit Lase 1868..... 420  
Ville Obligat. de Florence, 1 octob. 71..... 250  
— de Naples, 1 novembre..... 135 75  
— de Madrid, 1 janvier..... 42 50  
— de Milan 1861..... 30  
— 1866..... 8 25  
— de Venise..... 18  
de Barcelone, libéré à 400 fr..... 865  
Banque de Crédit Italien..... 625  
Chemins de fer russes, 15 juillet..... 431  
— Méridionaux, 1 juillet..... 425  
— Victor-Emm., 1 janv. 66..... 78 75  
— Ouest-Suisse, 1 mai 60..... 275  
— Franco-Suisse, 1 janv. 65..... 297  
— Triport 3 0/0, 1 janv. 65..... 29 35  
Canal Cavour, 1 janvier 60..... 100  
Stolberg (ancienne), 1 octobre 1870..... 145  
Stolberg (privilegiée), 1 octobre..... 350  
Huella (capital), 1 octobre 71..... 170  
Mines de Bédane..... 173 75  
Union métallurgique..... 67  
Canalisation de l'Ebre..... 30  
Richer, 1 novembre



Deuxième nomenclature.

**COTON** mouliné doublé à reprise,  
marque C. B., la boîte de 15 pe-

70	lors assorties	»
70	JARDINIÈRES multicolores,	»
70	TABESSES pour toilettes, en	»
90	marque au Lion, la pièce de 50	»
90	mètres.	»
90	FILETS Charlotte en coton blanc,	»
90	dentelle, la pièce de 50	»
90	cent. et.	»
90	FILETS soie et gaze, haute nou-	»
90	veauté, toutes les nuances, 2	»
90	centimètres. 35 c. et.	»
90	COMPTOIR DE RUBAN	»
90	Série des rubans unis	»
90	centimètres. la mètre.	»
90	RUBANS de faille noire, largeur	»
90	cinquante, la mètre.	»
90	RUBANS de faille couleurs, nuances	»
90	de la mode, largeur cinquante,	»
90	qualité irréprochable, largeur	»
90	cinquante, la mètre.	»
90	RUBANS noirs, couleur, toutes	»
90	les nuances, largeur 100 ce.	»
90	60 à	»
90	Série des rubans façonnés	»
90	centimètres.	»
90	RUBANS de faille cambrée, dis-	»
90	positions nouvelles, la mètre.	»
90	RUBANS de faille, riche écosais,	»
90	2 tons, qualité extra, la mètre.	»
90	RUBANS de faille, grande largeur	»
90	à revers, deux tons assorties,	»
90	la mètre.	»
90	RUBANS de baïle, à larges ray-	»
90	ures, échantons pour les	»
90	Magasins du Louvre, la mètre.	»
90	AFFAIRE HORS LIGNE	»
90	Un superbe important de robes	»
90	facées, 1/2, le mètre.	»
90	Un choix important de rubans	»
90	écosais, 2 tons, toutes nuances	»
90	de la mode, de la couleur, de	»
90	la largeur, 100 centimètres.	»
90	CINTURES — ÉCHAPES	»
90	françaises, en faille noire.	»
90	CINTURES avec franges riches	»
90	en faille de toutes couleurs.	»
90	THE SEDUCTIVE SASH, jo-	»
90	lie écharpe large, échantons	»
90	pour les Grands Magasins du	»
90	Louvre, deux largeurs. 23 c.	»
90	CINTURES — LONGUES, re-	»
90	verses nouvelles, en faille uni.	»

[illegible]

## DES MATELAS

LAINES D'AFRIQUE  
 EN LAINES DE PAYS  
 LAINES D'AFRIQUE et LAINES DE  
 RUSSIE, ce qui nous permet de nous  
 livrer à  
 EUBLES fantaisie pour Sa  
 S IMPORTANT  
 r hygiénique breveté des  
 MASINS DU LOUVRE ne se  
 ns nos Dépandances, rue  
 90, en face de la rue de  
 MONITEUR UNIVERSEL, A. POUJIN  
 17, quai Voltaire.

# Ayuntamiento de Madrid